

Institutions et performances économiques dans l'espace CEDEAO : Analyse en panel simple et dynamique

Institutions and Economic Performance in the ECOWAS Region: Simple and Dynamic Panel Analysis

Boubacar KONATE

Enseignant chercheur

Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS)

Bamako/Mali

Souleymane Astou DIAGNE

Enseignant chercheur

Université Alioune Diop de Bambey

Sénégal

Date de soumission : 28/04/2024

Date d'acceptation : 05/07/2024

Pour citer cet article :

KONATE, B. & DIAGNE, S, A. (2024) « Institutions et performances économiques dans l'espace CEDEAO : Analyse en panel simple et dynamique », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 7 » pp : 113 – 137.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article a pour objectif d'étudier la relation entre la qualité des institutions et les performances économiques dans la zone CEDEAO de 2000 à 2020. L'approche méthodologique s'est appuyée, d'une part, sur les techniques d'estimation en panel simple et, d'autre part, sur le panel dynamique. Les résultats du panel simple montrent que le modèle à effet fixe est convergent et sans biais. En d'autres termes, il existerait des relations entre les performances économiques et la qualité des institutions, mais cette relation suppose des spécificités propres à chaque pays et invariables dans le temps. Les variables telles que les institutions politiques, le capital humain, les investissements directs étrangers ainsi que le degré d'ouverture expliqueraient ces spécificités.

Par ailleurs, il existe une relation dynamique en ce sens que le coefficient de la variable retardée est significativement différent de 0 au seuil 1%. L'efficacité du gouvernement et la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB ont des coefficients positifs contrairement aux dépenses gouvernementales qui ont un coefficient négatif mais significatif. Ces variables ne peuvent en elles seules expliquer les performances économiques. Il serait intéressant de tenir compte des facteurs comme la géophysique et le passé historique.

Mots clés : Performances ; économiques ; institutions ; géophysiques ; panel.

Abstract

The aim of this article is to study the relationship between the quality of institutions and economic performance in the ECOWAS zone from 2000 to 2020. The methodological approach is based firstly on simple panel estimation techniques and secondly on the dynamic panel.

The results of the simple panel show that the fixed-effect model is convergent and unbiased. In other words, there is a relationship between economic performance and the quality of institutions, but this relationship presupposes country-specific characteristics that are invariant over time. Variables such as political institutions, human capital, foreign direct investment and the degree of openness would explain these specificities.

Moreover, there is a dynamic relationship in the sense that the coefficient of the lagged variable is significantly different from 0 at the 1% threshold. Government efficiency and gross fixed capital formation a percentage of GDP have positive coefficients, while government expenditure has a negative but significant coefficient.

These variables alone cannot explain economic performance. It would be interesting to consider factors such as geophysics and historical background.

Keywords: Performance; economic; institutions; geophysical; panel.

Introduction

La question institutionnelle est récurrente. Durant, les années 1950 jusqu'au milieu des années 1980, elle n'apparaît pas centrale pour les deux courants économiques dominants qui vont se succéder. Pour la perspective de la synthèse keynésienne, la question du bon fonctionnement de l'économie semble se réduire au réglage fin du cycle économique par des interventions idoines de politiques économiques, fondées sur des modèles macroéconomiques structurels. La critique adressée par Lucas à ces modèles concernait la stabilité des relations structurelles. Cette stabilité peut être appréhendée comme l'absence de transformation des institutions¹. Ou bien, comme l'expression d'une si grande stabilité qui, malgré des mouvements mineurs, la configuration institutionnelle est conservée.

Dans la perspective des anticipations rationnelles, au contraire, pour des agents individuels rationnels, la stabilité des relations de comportement n'est pas justifiée a priori puisqu'elles représentent une actualisation permanente d'une fonction d'utilité par adéquation des préférences des agents face à un environnement changeant. Cette mouvance, tant des comportements individuels que de l'environnement économique, a donné lieu à une modélisation des comportements sous forme de VAR. L'absence de relation théorique a priori dans les relations de comportement revient à supposer une faible importance de l'influence des institutions sur les comportements des agents. En définitive, les deux courants qui ont surplombé l'analyse économique des années 1950 jusqu'au milieu des années 1980 ont évacué la question des institutions.

Aussi, dans le courant des années 1980, malgré la présence à l'orée des courants dominants, d'auteurs hétérodoxes néoclassiques et keynésiens qui entretenaient une réflexion approfondie sur l'encastrement institutionnel des économies, la réappropriation de la question institutionnelle par le courant dominant a pu apparaître comme une nouveauté pour les auteurs qui se sont nourris aux analyses orthodoxes keynésiennes et néoclassiques.

Au titre des hétérodoxies néoclassiques, on peut citer les travaux des auteurs autrichiens Von Mises et Von Hayek. Dans ce cadre d'analyse², la seule institution qui vaille est celle du marché, les autres, lorsqu'on leur reconnaît une influence est systématiquement jugée négative (intervention de l'État, syndicat). Seules les institutions attachées au bon fonctionnement du

¹ L'absence de changement de comportement est considérée comme une bonne approximation de l'absence de changement de l'environnement institutionnel, car les acteurs pris globalement dans une perspective macroéconomique ont un comportement statistiquement moyen et stable en l'absence de grande évolution.

² Cette question faisait partie du noyau dur du paradigme néoclassique C'est-à-dire que hypothèses implicite centrale que l'on ne questionne plus dans le cadre du développement d'un paradigme particulier (I. Lakatos)

marché sont jugées importantes : respect du droit de propriétés et des contrats, importance du libre fonctionnement de la monnaie. Selon Hayek, c'est la gestion de la politique monétaire qui est à l'origine de l'inflation des années 1970. Mais il n'explique pas à l'inverse la prospérité de la période qui date du début de la seconde guerre mondiale pour les États-Unis et après-guerre pour les autres pays développés qui a pourtant été caractérisée par la poursuite de l'économie de guerre à travers une planification plus ou moins indicative. Pour North, les institutions se définissent de la manière suivante : elles « se composent d'une structure politique qui désigne la façon dont nous développons et agrégeons les choix politiques, d'une structure des droits de propriété qui définit les incitations économiques formelles, d'une structure sociale – les normes et les conventions – qui définit les incitations informelles dans l'économie » (Didier, Claude, & Yannick, 2005).

A l'opposé, les auteurs régulationnistes soulignent la symbiose transitoire de l'après-guerre entre les institutions et le fonctionnement de l'économie pour expliquer les performances de « l'Age d'or ». Nombreux sont les auteurs qui soutiennent l'idée selon laquelle des institutions efficaces seraient une condition nécessaire pour le succès des économies de marché, dont l'un des plus célèbres fut North (1990). Certains auteurs néolibéraux comme Acemoglu, Johnson, & Robinson (2004), ou encore comme Rodrik, Subramanian, & Trebbi (2002) sont même allés plus loin en affirmant que la qualité des institutions est vitale non seulement pour la relance de la croissance, mais surtout pour le développement. Elle est le seul facteur déterminant le niveau de développement. Les autres facteurs tels que les ressources naturelles, la politique économique, la géopolitique et les autres aspects de la structure sociale interne ont peu d'effets, voire aucun. La problématique de la prise en compte des institutions dans le processus de développement économique apparaît aujourd'hui comme indéniable dans la mesure où les politiques adoptées depuis des années n'arrivent pas à expliquer l'échec des politiques de développement dans les pays de l'espace CEDEAO. La question fondamentale qui se dégage de ce raisonnement est la suivante : la qualité des institutions influence-t-elle les performances économiques dans l'espace CEDEAO ? En d'autres termes, les différences constatées dans la qualité des institutions entre pays sont-elles identiques à tous les pays où il existerait des spécificités propres à chaque pays ? Les relations sont-elles statiques ou dynamiques ?

Pour répondre à cette question de performance économique en lien avec la qualité des institutions dans la zone CEDEAO, nous mettrons à contribution des variables mesurant la qualité des institutions (politiques et économiques) ainsi que certaines variables macroéconomiques.

À partir du milieu des années 90, les travaux de North vont inspirer plusieurs travaux empiriques qui mettront en avant le rôle des institutions dans la détermination du taux de croissance économique ou du niveau de revenu par tête. Ainsi, Mauro (1996) ; Clague, Keefer, Knack, & Olson (1996), font partie des premiers auteurs qui ont utilisé des indicateurs pertinents de mesure de la qualité des institutions économiques pour montrer empiriquement que les pays dotés de bonnes institutions sont ceux qui enregistrent des taux de croissance économique plus élevés. C'est dans cette optique que le présent article aura comme objectif d'étudier la relation entre la qualité des institutions et les performances économiques dans la zone CEDEAO de 2000 à 2020. En d'autres termes (,) nous cherchons à déterminer le rôle des institutions politiques, et économiques, du capital humain ainsi que certaines variables macroéconomiques.

En effet cette zone économique est confrontée à des enjeux de développement liés à l'hétérogénéité des économies et des structures institutionnelles. À la faveur d'une méthodologie basée sur un panel simple et dynamique, nous mettrons l'accent sur le cadre statique et dynamique. Cette démarche permettra non seulement d'enrichir la littérature existante, mais aussi d'identifier de façon spécifique les variables qui ont plus d'impacts sur les performances économiques. Les travaux des auteurs de la nouvelle économie institutionnelle (Williamson (2000), North (1990)) ou des auteurs institutionnalistes orthodoxes Rodrik (1999 a) ont abouti à des conclusions nuancées sur cette relation. Cet article est divisé en trois parties, suivies d'une conclusion. La première partie est une revue de la littérature. La deuxième vise à expliciter la méthodologie basée sur le panel simple et dynamique, tandis que dans la troisième partie, nous analyserons et discuterons des résultats. Quant à la conclusion, elle met en relief les principaux résultats de l'article.

1. Revue de la littérature

La littérature sur la relation entre les institutions et les performances économiques des nations est abondante et a été abordée par de nombreux économistes et organisations internationales. La démonstration du lien s'est faite très souvent à base d'expérience historique ou par la création d'indicateurs économiques liés positivement à des indicateurs ou variables institutionnelles. Les institutions agissent ainsi d'une façon directe sur le niveau de l'investissement et par ricochet sur la croissance. Les impacts de la qualité des institutions sur les performances économiques de long terme se propagent par le biais de la compression des coûts de transactions, de limitation des risques et de disparition des rigidités qui altèrent les marchés (Chtourou & Feki , 2004). Selon North en 1995 dans 'The New Institutional

Economics and Third World Development' « alors que la croissance économique est possible à court terme avec les régimes autocratiques, la croissance économique à long terme suppose un État de droit, la protection des libertés civiles et politiques ». North (1981) et Rosenberg & Birdzell (1986) soulignent que l'augmentation de l'activité économique s'accompagne de meilleures institutions. Cette hypothèse est confortée par les observations empiriques de Clague, Keefer, Knack, & Olson (1996) qui utilisent le PIB initial comme variable de substitution du niveau de développement économique. Ils constatent aussi que les institutions d'un pays s'améliorent avec l'ancienneté de son indépendance, car le temps contribue à les consolider. Davis & North (1971) ont montré que la croissance économique américaine résultait non seulement de facteurs néoclassiques tels que l'accumulation des facteurs de production, mais également d'un processus complémentaire d'évolution des institutions. Ils ont montré que les gains procurés par l'échange ne sont pas acquis que par la modification de certaines de ces « données », par la modification, entre autres, de ces règles du jeu que sont les institutions. North et Thomas (1973) ont montré comment l'essor de l'Angleterre, qui a conduit ce pays à être le plus riche du monde, a été « le résultat de développement institutionnel passé, du développement de son système politique, et des décisions concernant le droit de propriété, et d'un individualisme qui était également une composante des traditions et de l'histoire britanniques » Myrman & Weingast (1994). Dans la même suite d'idée, plusieurs facteurs politiques et institutionnels ont alors été mis en avant pour démontrer l'effet positif des institutions sur les performances économiques : la démocratie chez Barro (1996 a), le respect des droits de propriété chez Clague, Keefer, Knack, & Olson (1996), l'instabilité politique chez Alesina & Perotti (1994). Rodrick (1999 b) soutient l'idée selon laquelle une bonne gouvernance serait une condition nécessaire pour le succès des économies de marché. Hall & Jones (1999) notent que les différences observées dans l'intensité du capital physique ainsi que dans le niveau d'éducation réalisé expliquent uniquement une petite fraction dans les différences constatées des niveaux d'output par travailleur à travers les pays. Ils soutiennent alors que ce sont les différences dans l'infrastructure sociale (institutions et politique gouvernementale) à travers les nations qui expliquent les différences constatées dans l'accumulation du capital, le niveau d'éducation réalisé et la productivité, lesquelles expliquent la disparité dans le niveau de revenu et de développement des pays. Basé sur un modèle théorique, Tebaldi & Elmslie (2008) montrent l'impact positif des institutions sur l'innovation, le taux de croissance du PIB par habitant. Les travaux présentent des signes d'un effet de la croissance par l'innovation, c'est-à-dire, les institutions ont un effet positif sur le revenu parce

que la qualité institutionnelle affecte l'innovation, moteur de la croissance économique. Kormendi & Meguire (1985), Grier & Tullock (1989), Barro (1996 b) et Helliwell (1992) et Isham, Kaufmann, & Pritchett (1997) montrent l'existence d'une corrélation positive entre l'indicateur des libertés civiles comme mesure du cadre institutionnel, et la croissance économique pour la majorité des pays pris dans leur échantillon. Acemoglu, Johnson, & Robinson (2004) ont démontré que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres est dû en grande partie à la différence dans la garantie des droits de propriété dans ces pays. Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002), dans leur étude, confirment l'idée selon laquelle la garantie des droits de propriété accélère la croissance.

L'étude de Kaufmann, Kraay, & Mastruzzi (2005) emploie un indicateur des règles et des lois pour montrer que la bonne gouvernance exerce un effet positif sur la croissance. Ils trouvent une forte corrélation positive entre cet indicateur et le niveau du revenu. C'est ainsi qu'Anderson & Marcouiller (2002), Dollar & Kraay (2002) se basant sur le fait que de mauvaises institutions accroissent le coût et les risques du commerce extérieur, observent une relation positive entre la qualité des institutions et le commerce international. Easterly & Levine (2002) utilisent l'indice global de gouvernance de Kaufmann, Kraay, & Zoido-Lobaton (2002) pour montrer que la gouvernance affecte positivement et significativement la croissance.

Des travaux plus récents démontrent l'effet des institutions sur les performances économiques. Mtiraoui (2015) a étudié l'impact de la qualité institutionnelle sur la croissance économique dans la région MENA spécifiquement et dans d'autres régions en général. Sur la base d'un échantillon composé de 99 pays, les résultats ne permettent pas de valider l'hypothèse selon laquelle la qualité institutionnelle constitue le moteur de la croissance économique. Gharbi et al. (2017), en analysant l'impact de la qualité des institutions sur la réduction de la vulnérabilité économique face aux chocs externes, ont utilisé un modèle en données de panel sur un échantillon de trois pays (l'Algérie, l'Arabie Saoudite et le Gabon) riches en ressources naturelles, couvrant la période 1996 à 2014. Ils ont montré que la faiblesse du cadre institutionnel de ces pays et par conséquent la dominance des ressources naturelles affecte négativement la croissance du PIB. Cette vulnérabilité présente un effet d'éviction sur les autres secteurs d'activité tels que le capital humain, physique et social (les institutions), où ces variables étaient non-significatives, c'est à-dire sans aucun impact sur la croissance.

Kombo (2018), à partir des données de panel en fréquence annuelle de 2002 à 2017, a analysé les effets de l'annulation de la dette et de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de la CEMAC. Il a montré que l'annulation de la dette n'a pas d'effet

sur la croissance économique mais la qualité des institutions (le contrôle de la corruption) agit positivement sur la croissance économique. Tadjmoudi et al. (2019) ont étudié l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie durant la période qui s'étale de 1991 à 2018. À l'aide d'une approche économétrique de type VAR, et en utilisant aussi cinq variables, en l'occurrence : le PIB, l'accumulation brute des fonds fixes, le taux de change, la population occupée, et la qualité des institutions, ils ont montré que la qualité des institutions est un facteur primordial de croissance économique en Algérie car toute amélioration de la qualité institutionnelle affecte positivement le PIB. Ouahhabi & Zouiri (2019) ont testé les effets de l'ouverture et la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique (1987-2016). Il en découle, que l'ouverture a un effet positif et très significatif en considérant l'indicateur synthétique comme variable représentative de la qualité institutionnelle. Pour ce qui est des institutions, elles sont non significatives dans toutes les estimations. Ils ont conclu que la défaillance des institutions en particulier celles qui protègent les droits de propriété et qui garantissent l'exécution des contrats entrave la croissance économique en Afrique et limite les effets bénéfiques de l'ouverture. Mimoun & Abdelhamid (2020) ont étudié les relations entre le développement financier, les institutions et la croissance économique sur un panel de 14 pays de la région MENA de 2008 à 2019. L'auteur a montré que le développement financier a un effet positif sur la croissance économique et que la qualité institutionnelle semble être un complément nécessaire du développement financier. Lanha (2022) a également examiné l'effet du développement financier sur la croissance économique, en mettant en évidence des effets de seuil selon la qualité des institutions, sur un large panel de 171 pays développés et en développement. Les résultats obtenus montrent de manière très significative une relation non linéaire entre le développement financier et la croissance économique, conditionnée par la qualité institutionnelle. Il apparaît en particulier que le développement financier favorise la croissance économique dans les pays disposant de bonnes institutions, tandis que la malédiction financière prévaut dans les pays où la qualité des institutions est altérée.

Nous constatons alors que la littérature empirique, tant à travers des indicateurs étroits de la gouvernance que des indicateurs globaux, montre bien que la qualité des institutions a une forte influence sur les niveaux des revenus. Ces études confirment une forte corrélation positive et significative entre la qualité des institutions et les performances économiques.

2. Méthodologie

Notre approche s'étend sur les études mentionnées ci-dessus de plusieurs façons : dans un premier temps la démarche méthodologique s'appuiera d'une part sur les techniques

d'estimation en panel simple à travers les différents modèles (sans effet, effet fixe et aléatoire) appuyé par des tests afin de retenir le modèle qui expliquera au mieux l'impact des institutions sur la performance économique. Malgré la multiplicité des techniques économétriques dans un cadre statique et linéaire, le fait institutionnel possède une dimension dynamique et systémique. Le modèle dynamique permettra non seulement d'enrichir la littérature existante, mais aussi d'identifier de façon spécifique les variables qui ont plus d'impacts sur les performances économiques. Pour y parvenir la méthode des moments généralisés en système de Blundell & Bond (1998), qui a l'avantage de combiner les équations en différences premières avec les équations en niveau sera privilégiée. Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa. Cette technique a été préférée à l'estimateur GMM en différences premières de Arellano & Bond (1991) qui consiste juste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. Cependant, cette méthode ne permet pas d'identifier l'effet des facteurs invariants dans le temps. De plus, il a été démontré que l'estimateur GMM en système Blundell & Bond (1998) est plus performant que celui en différences premières, ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles.

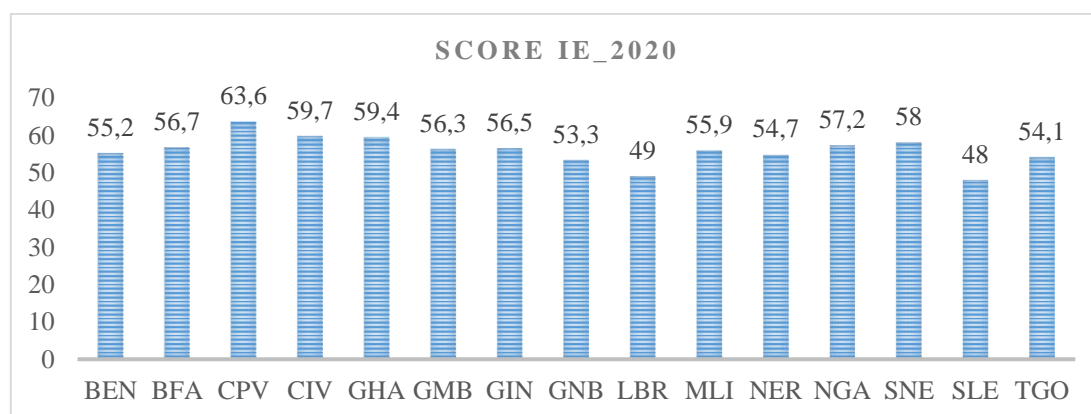
2.1. Source des données et descriptives des variables

Avec la NEI, beaucoup d'organismes se sont donné les moyens pour fournir des indicateurs mesurant la qualité des institutions. Dans le cadre de cet article (.) les données macroéconomiques proviennent essentiellement de la Banque Mondiale (world development indicators, WDI 2020). S'agissant des données mesurant la qualité des institutions, elles proviennent également de la Banque Mondiale (The world government indicators WGI 2020) ainsi que la *Fondation Héritage ; International Country Risk Guid (ICRG)* et *Transparency International*. La période 2000-2020 étant la période d'étude. Ce choix est motivé par la disponibilité des données, surtout institutionnelles pour cette période.

Tableau N°1 : Description des variables, sources de données et signes attendus

Variables	Description, variables, sources et signes
Lpibr	PIB réel sous forme logarithmique (WDI) +
Lide	Investissements directs étrangers sous forme log (WDI)+
Ie	Institutions économiques scorées (FH) +
Ip	Institutions politiques scorées (WGI) +
Txpop	Taux de croissance de la population (WDI) +
Fbcfpiib	Formation brute de capital fixe en% du PIB (WDI) +
Do	Degré d'ouverture (WDI)+
Dep_gouv	Dépenses gouvernementales (FH) +
Ccrp	Niveau de corruption (WGI, TI) +
Etat_drt	Etat de droit (WGI) +
Lbrt_Inv	Liberté d'investissement (FH) +
Drpp	Droit de propriété privé (FH) +
Qlt_rgl	Qualité de la réglementation (WGI) +
Eff_gov	Efficacité du gouvernement (WGI) +
Sta_pol	Stabilité politique (WGI) +
Vx_resp	Voix et responsabilisation (WGI) +
Ch	Capital humain (WDI) +
BM: Banque Mondiale, WDI: World Development Indicators	
WGI : World Governance, Indicators, FH: Fondation Heritage	

Source : Auteurs

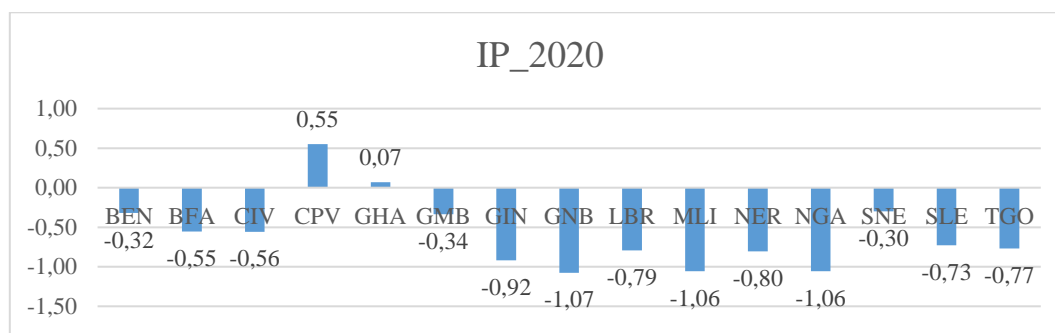
Figure N°1 : Institutions économiques en 2020

Source : Auteurs à partir des données de la FH

Les institutions économiques sont un ensemble de variables mesurant la liberté économique dans un pays. La Fondation Héritage fournit des indicateurs de mesure de la gouvernance économique à l'échelle mondiale impliquant de nombreux pays. L'échelle de mesure varie de 0 à 100. Plus la note s'approche de 100 meilleure est la qualité des institutions économiques

dans ce pays. Le constat qui se dégage du graphique ci-dessus est qu'en matière de liberté économique pas mal de pays de l'espace CEDEAO éprouvent des difficultés à atteindre la note médiane qui est naturellement de 50 points, alors que la moyenne se situerait à 55.84. À noter que seulement neuf pays arrivent à se hisser au-dessus de la moyenne, contre sept pays qui sont en deçà de cette moyenne. Le point le plus important est obtenu par le Cap Vert avec 63.6 suivis de la Côte d'Ivoire et du Ghana avec respectivement 59.7 et 59.4. En revanche les pays comme le Liberia et la Sierra Leone n'ont pu atteindre le point médian à fortiori la moyenne sous régionale. Ce faible score enregistré par ces pays est un signal fort quant aux difficultés réelles auxquelles ces pays sont confrontés dans la conduite des affaires économiques.

Figure N°2 : Institutions politiques des pays de l'espace CEDEAO en 2020

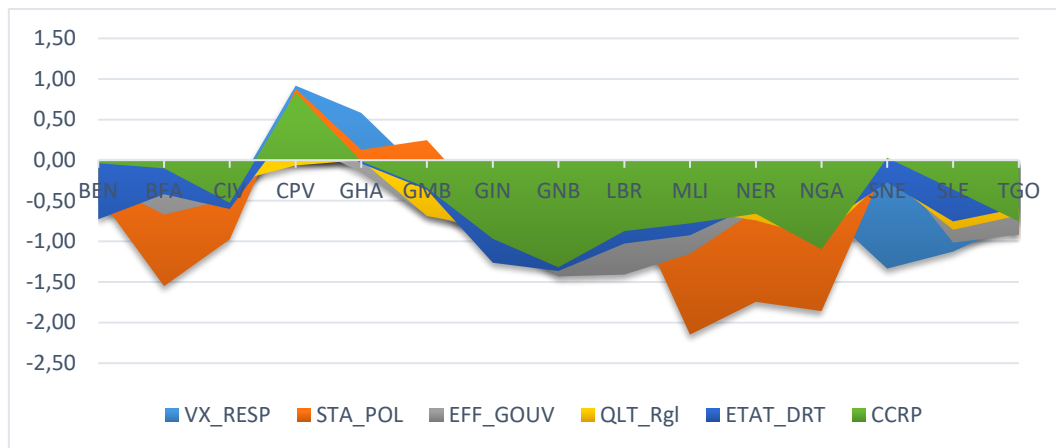


Source : Auteurs à partir des données de la BM (WGI)

Le graphique ci-dessus met l'accent sur la qualité des institutions politiques dans l'espace CEDEAO en 2020. La valeur de l'indicateur suggéré par Kaufmann et Kraay varie entre -2.5 et +2.5. La qualité des institutions politiques est bonne si l'indicateur s'approche de + 2.5 et mauvaise si elle se rapproche de -2.5. Contrairement à la gouvernance économique, la gouvernance politique au sein de l'espace CEDEAO est très en deçà des objectifs visés dans la mesure où seulement deux pays arrivent à enregistrer des points positifs en 2020, il s'agit du Cap Vert et du Ghana (voir graphique). Le constat sur ce graphique vient conforter les bons scores obtenus par ces deux pays en termes de gouvernance économique. Il est à constater que dans les pays où les institutions politiques sont de meilleures qualités, meilleure est la gouvernance économique. Il semble y avoir une certaine causalité entre la gouvernance économique et la gouvernance politique en ce sens que la gouvernance politique cause la gouvernance économique. Par contre, nous constatons une baisse très significative de la qualité des institutions politiques dans les pays comme la Guinée Bissau, le Mali, le Nigeria, ce qui n'est pas exhaustif. Particulièrement la mauvaise note attribuée par exemple au Mali est liée en grande partie par l'instabilité politique que vit ce pays. Depuis quelques années les institutions politiques dans l'espace CEDEAO connaissent des difficultés en matière de gouvernance

politique notamment le respect de l'État de droit, la lutte contre la corruption, la qualité de la réglementation, le renforcement de la démocratie et l'instabilité politique caractérisée par des Coups d'Etat militaire ou constitutionnel.

Figure N°3 : Institutions politiques dans la zone CEDEAO de 2000 à 2020



Source : Auteurs à partir des données de la BM (WGI)

Ce graphique met l'accent sur les variables qui affectent considérablement la qualité des institutions politiques sur plus d'une vingtaine d'années dans l'espace CEDEAO. La corruption se taille la plus grande part en termes de représentativité. À l'exception du Cap vert et du Ghana, tous les autres pays ont des points négatifs. Nous constatons également que la problématique liée à l'État de droit reste non résolue. Par ailleurs en termes de qualité de la réglementation seuls quelques pays enregistrent des points un peu significatifs par rapport aux autres : il s'agit encore du Cap Vert, le Ghana, le Niger, le Sénégal et le Togo. La voix et responsabilisation qui déterminent la liberté par laquelle les citoyens participent à la prise de décisions concernant la gestion du pouvoir politique ainsi que les choix des dirigeants, seulement deux pays le Cap vert et le Ghana dans l'espace CEDEAO, arrivent à avoir un indice positif comme illustré par le graphique ci-dessous;

Tableau N°2 : Statistiques descriptives

Variabes	Obs	Mean	Std.Dev	Min	Max
Lpibr	315	22.61326	1.557078	19.73197	27.02712
Ie	297	54.44125	4.934876	34.7	66.5
Ip	315	-.5897706	.4898358	-1.663924	.6304585
Ch	181	40.82014	21.23596	6.487	96.65943
Fbcfpib	274	20.56614	8.274849	1.09681	52.66984
Txcepob	315	2.678648	.6118177	1.09448	5.363031
Lide	310	18.86143	1.801376	12.15478	22.90267
Ldep_gouv	297	4.365153	.1540383	3.597312	4.580877
Ldo	315	4.710376	.3505335	3.063238	5.413228

Source : Auteurs

Le tableau ci-dessous récapitule quelques indicateurs de statistiques descriptives d'un certain nombre de variables retenues. Nous sommes en présence d'un panel non cylindré dans la mesure où toutes les observations ne sont « pas » identiques pour les périodes considérées. En s'intéressant aux valeurs minimums et maximums des institutions politiques et des institutions économiques, nous constatons que la valeur moyenne de la qualité des institutions économiques dans l'espace CEDEAO se situerait à 54.44 tandis que la valeur minimale est de 34.7 et une valeur maximale de 66.5. Par ailleurs en s'intéressant aux institutions politiques, le niveau le plus bas est de -1.66 contre 0.63 soit une moyenne qui se situerait à -0.58, ce qui est relativement très faible par rapport au niveau requis qui est de +2.5. Le constat général qui se dégage de l'analyse du tableau 2 est que les pays de l'espace CEDEAO connaissent des difficultés en termes de respect des normes établies, gage de stabilité politique et économique.

2.2. Modèle empirique et méthode d'estimation

2.2.1 Modèle empirique

Dans cet article, le modèle empirique repose sur un modèle standard où la performance économique des États sera expliquée par les variables institutionnelles (politiques et économiques) et des variables macroéconomiques.

Le modèle standard se présente comme suit :

$$Y_{it} = \alpha + \beta_I I + \beta_C C + \varepsilon \dots \dots \dots (1.1)$$

Avec : Y : qui est la variable expliquée, c'est le taux de croissance en pourcentage du PIB, I : est l'ensemble des variables de nature institutionnelle telle que la démocratie, la stabilité politique, la corruption... C : C'est l'ensemble des variables, dites de contrôle, jugées comme étant influente sur la croissance telle que l'investissement direct étranger (IDE), le degré d'ouverture commerciale, le taux de scolarisation..... α est le terme constant du modèle et ε représente le terme d'erreur.

2.2.2 Spécification du modèle empirique

En s'appuyant sur le modèle standard susmentionné, nous avons apporté un certain nombre de modification afin de l'adapter au contexte de notre étude.

$$Y_{it} = \beta_0 + \gamma I_{it} + \varphi X_{it} + \delta Z_i + \mu_i + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (1.2)$$

Avec respectivement Y_{it} qui est le PIB/tête. β_0 Est la constante, I_{it} est l'ensemble des variables institutionnelles et X_{it} représente la matrice des autres variables explicatives. Il s'agit des variables macroéconomiques ; Z_i , μ_i représentent le vecteur des variables invariant dans le temps et effet fixe pays. ε_{it} Est le terme d'erreur, i, t, représentent les pays et les périodes.

Le modèle retenu après modification sera utilisé pour l'estimation en panel simple :

$$LPibr_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 IE_{it} + \alpha_2 IP_{it} + \alpha_3 CH_{it} + \alpha_4 Fbcfpib_{it} + \alpha_5 Txcep_{it} + \alpha_6 Lide_{it} + \alpha_6 Dep_gouv_{it} + \alpha_7 Ldo_{it} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (1.3)$$

2.2.3 Méthode d'estimation

Dans le souci de parvenir à des résultats robustes, nous avons opté pour deux méthodes d'estimation, à savoir un panel simple et un panel dynamique. Dans un premier temps, le panel simple utilisera le modèle sans effet avec l'estimateur des Moindres Carrés Ordinaire (MCO), le modèle à effets fixes avec l'estimateur whitin ainsi que le modèle à effet aléatoires avec l'estimateur des moindres carrés généralisés (MCG) appuyé par des tests statistiques afin de retenir le modèle qui présente les estimations efficaces. En second lieu, nous aurons recours à un modèle dynamique avec la méthode des Moments Généralisés en Panel Dynamique. À rappeler qu'en panel dynamique, les techniques économétriques standards comme les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations sans biais d'un tel modèle, à cause de la présence de la variable dépendante retardée à droite de l'équation. Il s'en suit des estimations biaisées. La méthode GMM sera utilisée pour l'estimation du modèle. Le modèle ci-dessous sera retenu pour l'estimation en panel dynamique :

$$LPibr_{it} = LPibr_{it}(-1) + \alpha_0 + \alpha_1 Vx_resp_{it} + \alpha_2 Lbrt_inv_{it} + \alpha_3 Sta_pol_{it} + \alpha_4 Eff_gouv_{it} + \alpha_5 Ccrp_{it} + \alpha_6 Lch_{it} + \alpha_7 LDrpp_{it} + \alpha_8 LDep_gouv_{it} + \alpha_9 Fbcfpib_{it} + \alpha_{10} Ldo_{it} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (1.4)$$

2.2.4 Tests de stationnarité en données de panel

Les données de panels distinguent deux générations de tests, la première repose sur hétérogénéité individuelle, tandis que la seconde met en cause l'hypothèse d'indépendance entre les individus.

Nous avons opté pour le test de racine unitaire sous l'hypothèse d'indépendance des individus (test de première génération). Le test de Maddala & Wu (1999) a été choisi pour tester la stationnarité des variables retenues. Ce test à l'avantage de pouvoir s'appliquer à n'importe quel test de racine unitaire, contrairement aux tests de Levin, Lin, & Chu (2002) et au test de Im, Pesaran, & Shin (2003) qui nécessitent des données fortement équilibrées avec un panel cylindré. La règle de décision du test de Maddala & Wu (1999) est la suivante : si la statistique de MW est supérieure à la valeur du khi-deux à 2N degrés de liberté au seuil d'alpha (a) on rejette l'hypothèse de racine unitaire pour l'ensemble des individus.

3. Analyse des résultats et discussions

3.1 Analyse des résultats :

À la suite des tests de stationnarités des variables, les résultats de l'estimation du panel simple sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°3 : Résultats des estimations du modèle en panel simple

	Modèle sans effet	Modèle à effet fixe	Modèle à effet aléatoire
LPIBr			
Ie	0.01731 (1.85)**	-0.0023031 (-0.33)	-0.0018956 (-0.26)
Ip	-0.0743992 (-0.65)	0.56604224*** (2.62)	0.1915607 (1.24)
Ch	0.0362382*** (13.20)	0.0290713*** (11.88)	0.0299456*** (11.92)
Fbcfpib	0.0099471** (1.97)	0.0045415 (1.31)	0.0043349 (1.16)
Txcep	0.2838627*** (3.12)	0.2206671 (1.25)	0.1216717 (0.94)
Lide	0.169796 (0.65)	0.0490039*** (2.17)	0.046629*** (2.03)
Ldep_gouv	-0.0559337 (-0.20)	-0.215585 (-1.33)	-0.204579 (-0.98)
Ldo	-0.5217938*** (-5.02)	0.1875217*** (2.20)	0.0747378 (0.84)
Cons	5664178*** (4.02)	4.50045*** (4.08)	4.952967*** (4.52)
Nbre d'obs	157	156	156
Number of group	15	15	15
F-Statistic (8, 148)	64.19	(8,134) = 51.76	
Prob	0.0000	0.0000	
Adj-R-Squared	0.7642		
Within		0.7555	0.7441
Between		0.4688	0.5926
Overall		0.6112	0.6972
Wald chi2(8)			328.32
Prob >chi2			0.0000

Source : Auteurs

Les résultats issus de nos estimations sont présentés dans deux tableaux distincts, le premier met en exergue les résultats de l'estimation en panel simple à travers le modèle sans effet, le modèle à effet fixe et le à effet aléatoire. Le second tableau récapitule les résultats du modèle en panel dynamique.

Les résultats des estimations issus des modèles sans effets, du modèle à effet fixe ainsi qu'à effet aléatoire sont satisfaisants en termes de significativités. La statistique de Fisher vaut $F(8, 134) = 51.76$ avec une probabilité critique nulle. Alors l'hypothèse nulle d'absence d'effets est rejetée, au seuil de 5%. Cette statistique de Fisher nous montre que le modèle à effet fixe est meilleur que celui du modèle sans effet. En d'autres termes l'estimateur within est plus performant que l'estimateur des MCO.

Par ailleurs la statistique du test de Breusch Pagan avec une probabilité inférieure à 5%, ce qui confirme la présence d'effet aléatoire. Il est ressorti du test d'Hausmann que le modèle à effet fixe est convergent et sans biais. La statistique du test est de 32.12 avec une probabilité critique nulle. Le modèle à effet fixe est meilleur que celui à effet aléatoire. Le modèle est globalement significatif, le R^2 within est de 0.75., en d'autres termes 75% des fluctuations du logarithme du PIBr sont expliquées par les variables explicatives retenues. La variabilité intra individuelle (overall) est plus importante dans l'espace CEDEAO que la variabilité interindividuelle avec des R^2 respectivement de 0.61 et 0.46. Ceci peut s'expliquer par l'importance de la dimension temporelle dans notre échantillon.

Les variables telles que les institutions politiques, le capital humain, les investissements directs étrangers ainsi que le degré d'ouverture ont tous des coefficients positifs et significatifs au seuil de 1%. Les institutions politiques qui sont évaluées à travers six variables (Voix et responsabilisation, la stabilité politique, l'État de droit, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation et le contrôle de la corruption). En d'autres termes, dans l'espace CEDEAO l'amélioration de la qualité de la gouvernance politique impacte positivement la création de richesse. Nous notons également que le capital humain évalué à travers le taux de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire est significatif et son coefficient positif. S'agissant des investissements directs étrangers, ce dernier agit de façon positive et significative sur le PIB réel en ce sens que plus est élevée la capacité d'investissement qu'elles soient domestiques ou étrangères sont bénéfiques pour la création de richesse. Il est à noter que l'ouverture commerciale mesurée à travers le degré d'ouverture agit de façon positive et significative sur le PIB réel.

Tableau N°4: System dynamic panel-data estimation

Lpibr	Coefficients	Prob Z
L1	0.8388804*** (23.56)	0.000
Vx_resp	0.0406212 (0.99)	0.322
Sta_pol	-0.0348538 (-1.00)	0.317
Eff_gouv	0.1702381** (2.21)	0.027
Ccrp	-0.0500757 (-0.64)	0.525
Ch	-0.0015325 (-0.81)	0.417
Ldep_gouv	-0.2235591** (-2.21)	0.027
Ldo	0.0172165 (0.35)	0.726
Fbcfpib	0.0062023*** (2.76)	0.005
Cons	2.01656*** (3.67)	0.000
Nbre d'obs	147	
Prob> Chi2	0.0000	
Wald chi2(9)	2036.48	
Number of groups	15	
Number of instruments	114	
Instruments for differenced equation GMM-type: L(2/.)lpibt		
Standard: D.vx_resp D.sta_pol D.eff_gouv D.ccrp D.lch D.ldep_gouv D.ldo D.fbcfpib		
Instruments for level equation GMM-type: LD.lpibu Standard: _cons		

Source : Auteurs

En allant au-delà du cadre statique et linéaire et en optant pour un modèle en panel dynamique, nous avons désagrégé les variables mesurant la qualité des institutions économiques et les institutions politiques tout en intégrant certaines variables macroéconomiques. Les résultats du modèle dynamique montrent à suffisance qu'il existe une relation dynamique en ce sens que le coefficient de la variable retardée est significativement différent de 0 au seuil 1%. Le modèle est bien autorégressif. Il est ressorti de nos résultats que l'efficacité du gouvernement ainsi que la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB ont des coefficients positifs et statistiquement significatifs. Par contre les dépenses gouvernementales disposent d'un coefficient négatif mais significatif au seuil de 5%.

Par ailleurs les variables telles que le capital humain ou encore le degré d'ouverture qui avec le modèle à effet fixe étaient significatives ne le sont pas avec le modèle dynamique.

3.2 Discussions

Nos résultats montrent qu'il y a bien une relation positive et significative entre les performances économiques et la qualité des institutions dans l'espace CEDEAO. Les résultats du modèle à effet fixe stipulent que les relations entre le PIB par habitant et les autres variables sont semblables pour chaque pays et invariants dans le temps. Les institutions politiques qui regroupent six indicateurs de la gouvernance suggérés par Kaufmann et Kraay agissent positivement et significativement sur les performances économiques en ce sens que toute amélioration du niveau de la démocratie, de la stabilité politique, de l'efficacité du gouvernement, de la qualité de la réglementation ainsi que la lutte contre la corruption affectent la croissance économique. Ce résultat corrobore les thèses défendues par les auteurs comme Barro (1996 b) qui estime que les institutions politiques sont positivement liées à la croissance économique à travers la démocratie en ce sens que si les libertés économiques et les libertés civiles et politiques sont positivement liées, alors la démocratie sera à son tour positivement liée à la croissance économique. Par ailleurs le respect des droits de propriété a été mis en avant par Clague, Keefer, Knack, & Olson (1996), et l'instabilité politique chez Alesina & Perotti (1994). Kaufmann, Kraay, & Zoido-Lobaton (2002) ont aussi montré que la gouvernance affecte positivement et significativement la croissance.

S'agissant du Capital Humain représenté ici par le taux de scolarisation secondaire qui d'après l'UNESCO, est l'effectif de l'enseignement du groupe d'âges officiellement scolarisable à ce niveau d'enseignement, exprimé en pourcentage de la population du même groupe d'âges, nos résultats ne font que renforcer les arguments défendus depuis des années par les partisans de la théorie de la croissance endogène, comme Romer (1986), Robert & Lucas (1988) ou encore Barro (1990) qui soutiennent le rôle déterminant de la formation du capital humain comme facteur déterminant de la croissance économique. D'après Lucas le capital humain n'a pas de rendements décroissants parce que le niveau de connaissance d'un individu est d'autant plus élevé que le niveau de ceux avec qui il communique est plus élevé. Plus est élevé le niveau des individus ayant accès à un enseignement de niveau secondaire plus est importante la création de richesse et ceci impacte de façon positive sur le niveau de vie de la population dans l'espace CEDEAO.

En agissant de façon directe et significative sur la croissance, les flux d'IDE exercent un effet positif sur la croissance économique par tête. Ces dernières années les pays de l'espace CEDEAO se sont beaucoup ouverts au reste du monde en concluant de nouveaux partenariats commerciaux, notamment avec la montée de la Chine dans le commerce international qui a

considérablement affecté la division internationale du travail. De simples fournisseurs de matière première (café, cacao, coton etc.) dont les pays développés sont forts demandeurs, les pays en voie de développement vont mettre en place des politiques pour attirer les IDE afin de transformer sur place les matières premières pour plus de valeur ajoutée. Ce qui permettra sans doute d'améliorer les termes de l'échange. Les IDE permettent également le transfert de technologies dont les pays en voie de développement ont fortement besoin pour rehausser le niveau de la production pour plus de croissance.

S'agissant du degré d'ouverture, ce dernier étant positif et significatif, plus est élevé ce ratio, cela donne des indications sur le degré d'ouverture du pays au reste du monde. L'ouverture des pays de la zone CEDEAO aux autres économies nous semble indispensable. En effet, un grand nombre d'études empiriques indiquent que la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale est positive. La politique d'ouverture permet d'élever la productivité globale en concentrant les ressources dans des secteurs où l'économie dispose d'avantages comparatifs d'après Akilou (2006). Elle reflète un cycle vertueux par lequel une plus grande ouverture entraînerait l'amélioration de la croissance, qui, en retour, contribuerait à l'augmentation du commerce. Comme l'attestent Rodrik et Subramanian (2003) l'existence de « bonnes » institutions permet à une économie d'enregistrer une croissance soutenue lorsqu'elle est compétitive. En effet, une économie non compétitive est susceptible d'enregistrer une hausse du volume de ses importations et/ou une baisse du volume de ses exportations. La baisse des exportations et/ou la hausse des importations sont toutes des facteurs susceptibles d'entraîner une baisse de l'activité économique et donc une croissance économique non soutenue. Ouahhabi & Zouiri (2019) ont testé les effets de l'ouverture et la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique (1987-2016). Il en découle, que l'ouverture a un effet positif et très significatif en considérant l'indicateur synthétique comme variable représentative de la qualité institutionnelle.

Après les insuffisances des modèles statiques dans l'explication des faits institutionnels, alors que ce dernier possède une dimension dynamique que rendent mal les approches statiques. Dans le cadre de cet article, le modèle dynamique est bien justifié dans la mesure où que le PIB par habitant des pays de la zone CEDEAO à l'instant « t » est influencé par le PIB par habitant de la période précédente.

L'investissement est sans cesse mis en avant dans l'explication de la croissance et du développement économique. La liberté d'investissement fait référence au degré de restrictions sur les flux de capitaux internationaux. Elle est nécessaire dans la mesure où elle facilite

l'implémentation des entreprises étrangères à travers des flux d'IDE dans nos pays qui en ont fortement besoin. Ces investissements sont sensibles à l'environnement économique, mais dépend beaucoup plus de règles et lois facilitant leurs installations. Plus la liberté d'investissement dans un pays est élevée plus sont attirés les investissements vers ce pays. Cet indicateur donne un signal fort en matière de qualité des institutions économiques.

Contrairement à beaucoup d'études ou d'articles qui utilisent comme proxy de l'investissement, la formation brute de capital fixe, dans le cadre de cette étude l'accent a été mis sur la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB qui évalue le poids de l'investissement sur financement de ressources internes sur une période donnée. Le résultat auquel nous sommes parvenus atteste que toute augmentation de l'investissement financé sur ressources internes augmente la croissance du PIB par habitant. Le financement de l'investissement sur ressource interne est un signal fort du développement financier dans un pays et ceci a été démontré par des auteurs comme Akilou (2006), Chang, Kaltani & Loayza (2009), qui ont trouvé l'impact positif de développement financier sur la croissance économique.

Quant à l'efficacité du gouvernement qui mesure les aspects liés à la qualité et la disponibilité du service public, la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires de l'État, l'indépendance de l'administration de la pression politique, ainsi que la crédibilité du gouvernement dans ses engagements et ses politiques est en outre un indicateur contribuant à l'évaluation de la qualité des institutions économiques. Plus l'efficacité de l'Etat est reconnue moins est la corruption. (Plus les droits de la propriété privée sont respectés, plus grande est la création de marché)

Contrairement à la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB, les dépenses gouvernementales agissent de façons négatives sur le PIB par tête dans l'espace CEDEAO. À rappeler que les dépenses gouvernementales sont regroupées en trois catégories : les dépenses de fonctionnement, qui servent à la bonne marche des services publics, les dépenses de transfert en nature qui sont gratuites ou quasi-gratuites et les dépenses d'investissement qui sont généralement destinées aux services sociaux de base. (L'éducation, la santé, la sécurité etc.) Avec un coefficient négatif et significatif, ce résultat nous conforte dans notre hypothèse qui stipule que les dépenses gouvernementales impactent négativement la croissance à court terme. Il conforte également la thèse défendue par Mauro (1996) qui est arrivé à la conclusion que les dépenses publiques d'investissement sont un canal privilégié par lequel la corruption affecte la croissance économique et qu'il existe une corrélation négative et significative entre la corruption et le taux d'investissement.

Conclusion

Nous avons tenté de déterminer dans cet article la relation entre performances économiques et qualité des institutions dans l'espace CEDEAO. En utilisant un panel simple et dynamique sur les variables macroéconomiques et les variables mesurant la qualité des institutions sur la période 2000-2020, il est ressorti des résultats en panel simple que le modèle à effet fixe est convergent et sans biais et que les variables telles que les institutions politiques, le capital humain, la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB, les investissements directs étrangers ainsi que le degré d'ouverture sont statistiquement significatifs. Ce modèle suppose que le comportement des pays de l'espace CEDEAO sont semblables les uns par rapport aux autres dans le domaine des institutions politiques, de l'investissement sur ressource interne, de l'ouverture commerciale, par ailleurs le produit intérieur brut par habitant est spécifique à chaque pays et invariant dans le temps. En d'autres termes ce modèle suppose que chaque pays présente des caractéristiques propres susceptibles d'affecter la relation étudiée.

En admettant que le fait institutionnel possède une dimension dynamique, il est ressorti que l'efficacité du gouvernement et la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB ont un effet positif sur le Pib par tête, en revanche les dépenses publiques agissent de façons négatives et significatives sur les performances économiques des pays de la CEDEAO.

Pour booster les performances des économies de la zone CEDEAO, il est nécessaire de mettre l'accent sur certaines actions : il peut s'agir pour les pays membres de rendre les institutions politiques beaucoup plus stables en améliorant le niveau de la démocratie à travers les libertés (presse, commerce, vote etc.) et que les citoyens participent aux processus de désignation et de gestion du pouvoir politique ; faire de la stabilité politique et d'absence de violence une priorité tout en luttant efficacement contre la corruption pour plus d'efficience et d'efficacité économique. La qualité des institutions politiques ne peut en elle seule assurer une croissance soutenue et voir le développement économique. Favoriser la liberté d'investissement à travers l'instauration d'un cadre législatif et réglementaire et veiller aux respects des droits de propriété privée. Mettre l'accent sur le capital humain pour promouvoir la recherche et développement et que l'État intervienne plus dans le domaine des infrastructures, de la santé qui sont bénéfiques à long terme et permet de rehausser le pouvoir d'achat des ménages.

Les variables mesurant la qualité des institutions ne peuvent en elles seules expliquer les performances économiques, mais la prise en compte de certaines variables purement macroéconomiques sont déterminantes. Certes cette étude se démarque des autres, mais n'a pas permis d'appréhender la totalité des facteurs de performance économique dans l'espace

CEDEAO. En plus de ces deux catégories de variables dans l'explication des performances économiques dans cette zone, il serait intéressant de tenir compte de certaines variables telles que la géophysique ou le passé historique qui sont aussi déterminants dans l'explication de la croissance comme l'attestent certains chercheurs. Ces dernières pourraient intégrer et faire l'objet de recherche future.

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2004, May). Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth. (N. b. research, Éd.) *Working paper*(Issue 10481).
- Akilou, A. (2006, Avril). Libéralisation commerciale et croissance économique dans les pays de l'UEMOA. *Political science*.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1994). The Political Economy of Growth: A Critical Survey of the Recent Literature. *The World Bank Economic Review*, 8(N° 3), pp. 351-371.
- Anderson, J., & Marcouiller, D. (2002). Insecurity and the Pattern of Trade: An Empirical Investigation. (J. & Anderson, Éd.) *Review of NBER Working Paper*.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991, April). Some tests of specification for panel data: Monte carlo evidence and an application to Employment Equations. *The review of economic studies*.
- Barro, R. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, 98(N°5), pp. S103–S125.
- Barro, R. (1996 a). Democracy and Growth. *Journal of Economic Growth*, 1(N°1).
- Barro, R. (1996 b, August). Determinants of Economic Growth: A cross-Country Empirical study. (N. B. Research., Éd.) *Working paper NBER*(Issue 5698).
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models. *Journal of Econometrics*, 87(N°1).
- Chang, R., Kaltani, L., & Loayza, N. (2009, September). Openness can be good for growth: The role of policy complementarities. (Elsevier, Éd.) *Journal of Development Economics*, 90(N°1), pp. 33-49.
- Chtourou, N., & Feki , R. (2004). Analyse de la Gouvernance et de son impact sur la Croissance : Cas des Pays Partenaires de la Méditerranée. (C. Université d'Ottawa, Éd.) *Revue Canadienne d'Etudes du Développement*.
- Clague, C., Keefer, P., Knack, S., & Olson, M. (1996). Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies. *Journal of Economic Growth*, 1(N°2), pp. 243–276.
- Davis, L., & North, D. (1971). Institutional Change and American Economic Growth. *Cambridge University Press*.

- Didier, C., Claude, P., & Yannick, P. (2005). Évolution de l'analyse northienne des institutions : La prise en compte des idéologies. *Revue économique*, 56(N°3), pp. 691-703.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Institutions, Trade, and Growth. *Paper prepared for the Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*.
- Easterly, W., & Levine, R. (2002, August). Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development. (N. B. Research, Éd.) *NBER working paper* (N°9106). Récupéré sur Easterly, W. & Levine, R.: tropics, germs, and crops: how endowments influence <http://www.nber.org/papers/w9106> national bureau of economic research 1050 massachusetts avenue cambridge, ma 02138 august 2002
- Gharbi et al. (2017): “Vulnérabilité et institutions, Quel(s) impact(s) sur la croissance économique”, Université de Bejaia, mémoire de master en Economie appliquée et ingénierie financière.
- Grier, B., & Tullock, G. (1989, September). An Empirical analysis of cross-national economic growth. *Journal of monetary Economics*, 24(Issue 2), pp. 259-276.
- Hall, R., & Jones, C. (1999). Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others? *Quarterly Journal of Economics*, 114(N°1), pp. 83-116.
- Helliwell, O. (1992). Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth. (N. B. Research, Éd.) *NBER Working Papers* (N°4066). Récupéré sur <https://doi.org/10.2307/440423>
- Im, K., Pesaran, M., & Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of econometrics*, 115(N°1), pp. 53-74.
- Isham, J., Kaufmann, D., & Pritchett, L. (1997, May). Civil Liberties, Democracy, and the Performance of Government Projects”, the World Bank Economic Review. (O. U. Press, Éd.) 11(N°2), pp. 219-242.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2005, May). Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004. *World Bank Policy Research Working Paper Series*(N°3630), p. 135.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (2002). Governance matters II-updated indicators for 2000/01. *World Bank Policy Research Department Working Paper*(N°2772).
- Kombo, B. (2018). Effets de l’annulation de la dette et de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de la CEMAC. 18(N°2).

- Kormendi, R., & Meguire, P. (1985). Macroeconomic determinants of growth: Cross-Country evidence. *Journal of Monetary Economics*, 16(Issue 2), pp. 141-163.
- Lanha, M. (2022), *Les institutions influencent-elles la relation entre le développement financier et la croissance économique?* L'harmattan.
- Levin, A., Lin, C., & Chu, J. (2002, May). Unit root tests in panel data: asymptotic and finite-sample properties. *Journal of Econometrics*, 108(Issue 1), pp. 1-24.
- Maddala, G., & Wu, S. (1999, November). A comparative study of unit root tests with panel and a new simple test. *Oxford bulletin of economics and statistics*.
- Mauro, P. (1996, September). The effects of corruption on growth investment, and government expenditure . *International Monetary Fund Working paper* (N°96), p. 28 Pages.
- Mimoun, B., & Abdelhamid, E. (2020). Accès aux services financiers, inclusion et durabilité économique en Afrique. *Collection L'esprit économique*.
- Mtiraoui, B. (2015). La corruption : Fondements microéconomiques et Déterminants macroéconomiques. HAL(hal-02533733). Récupéré sur <https://hal.science/hal-02533733>
- Myrhman, J., & Weingast, B. (1994). Douglass C. North's contributions to Economics and Economic History. *Scandinavian Journal of Economics*, 96(N°2).
- North D.C. et Thomas RP. (1973), *The rise of the western world: a new economic history*, traduite en Français, 1980 Paris, Edition: Flammarion
- North, D. (1981). *Structure and Change in Economic History*.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- Ouahhabi, O., & Zouiri, L. (2019). Ouverture, qualité institutionnelle et croissance économique: une investigation empirique. *Revue Ouverture, Productivité Et Croissance Economique Au Maroc*.
- Robert, E., & Lucas, J. (1988, July). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics* , 22(Issue 1), pp. 3-42.
- Rodrik, D. (1999 a). Institutions for High Quality Growth: What They Are and How They Affect Growth. *International Monetary Fund Conference on Second-Generation Reforms*. Washington, D.C.
- Rodrik, D. (1999 b). Democracies pay higher wages. *The Quarterly Journal of Economics*, 114(N°3), pp. 707-738.

- Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2002). Rodrik, D., Subramanian Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development. *IMF Working Paper*, 02(N°189).
- Rodrik, D. et Subramanian, A. (2003), « La primauté des institutions », finances et développement, juin 2003, pages 3133; pp.31-34
- Romer, P. (1986). Increasing Returns and Long-Run Growth. *Journal of Political Economy*, 94(N°5), pp. 1002–37.
- Rosenberg, N., & Birdzell, L. (1986). *Rosenberg How the West Grew Rich: The Economic Transformation of the Industrial World* . New York: Basic Books.
- Tadjmoudi . (2019). L'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique.
- Tebaldi, E., & Elmslie, B. (2008, December). Institutions, Innovation and Economic Growth. (B. u. Hampshire, Éd.) *Journal of economic development*, 33(N°2), p. .
- Williamson, O. (2000). The New Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead. *The Journal of Economic Literature*.